

« Tout le monde peut apercevoir le roi Mohammed VI au volant de sa voiture, à un feu rouge. »

Un observateur marocain

3 Si la coalition sortante est reconduite au Maroc, elle ne comptera plus que trois voix de majorité

Le Sahara occidental continue à peser

COP22 puis UA : le Maroc rentre en jeu

Avec la COP22, qui va se tenir à Marrakech, puis sa rentrée dans l'Union Africaine en janvier, le Maroc fait son retour sur la scène internationale.

● **Philippe LERUTH**

La terre entière a rendez-vous à Marrakech, le 7 novembre : avec la récente ratification par l'Union européenne de l'accord climatique de Paris, dans le cadre de la COP21, et surtout la procédure inusitée qu'elle a décidé de mettre en œuvre pour déposer auprès de l'ONU ses instruments de ratification avec les sept États

membres qui y sont prêts (cf. nos éditions du 5 octobre), la COP22, qui se tiendra pendant onze jours au Maroc s'annonce sous de bons auspices.

Pour les autorités marocaines, le rendez-vous est crucial : la conférence climatique marquera la première étape du grand retour du royaume chérifien sur la scène internationale.

Le pas suivant sera franchi en janvier, avec sa probable rentrée dans l'Union Africaine, qu'il a quittée, il y a 32 ans, après la reconnaissance, par la ci-devant Organisation de l'Unité Africaine de la République Arabe Sahraouie Démocratique (RASD).

L'impact du terrorisme

« Ce retour est en route depuis longtemps, nous explique un observa-

teur. Le roi Mohammed VI a effectué de nombreux voyages en Afrique pour le préparer. »

Le contentieux du Sahara occidental n'est pas vidé (cf. ci-dessous). Mais la donne régionale a changé, avec l'expansion du terrorisme et notamment de l'Aqmi (Al-Qaïda au Maghreb islamique) au Sahel et dans la bande subsaharienne.

Les attentats terroristes en Europe ont précipité cette rentrée en jeu du Maroc.

« France et Belgique ont vécu ce que nous avons connu en 2003 », relève notre interlocuteur. Les deux pays ont apprécié l'appoint des services de renseignements marocains dans la neutralisation des auteurs des attentats de Paris, en novembre 2015. ■

Une majorité plus étriquée

Les choses n'ont pas traîné : après des élections « transparentes » (cf. nos éditions de lundi) mais marquées par un faible taux de participation (40 %), le Premier

ministre sortant, Abdellah Belkirane, a été chargé par Mohammed VI de former un nouveau gouvernement. Le populaire leader du PJD (Parti Justice et Développement) devrait tenter de reconduire sa majorité. Mais les données ont changé : si la formation islamiste a progressé, de 107 à 125 sièges (sur 395), le vainqueur

du scrutin est le PAM (Parti Authenticité et Modernité) qui a plus que doublé sa représentation, avec 102 députés contre 47 dans le précédent Parlement.

Les autres membres de la coalition sortante ont régressé : le centriste Rassemblement National des Indépendants est

passé de 55 à 37 élus ; le Mouvement Populaire, à coloration berbère, en a perdu 6 (27 contre 33), et les ex-communistes du PPS (Parti du Progrès et du Socialisme) 9 (de 21 à 12). À eux trois, ils ont trois élus de plus qu'il n'en faut pour former une majorité. Mais une majorité rééquilibrée. Et plus étriquée. **Phi. le.**

VITE DIT

Mohammed VI Un Premier ministre islamiste au Maroc ? Nulle crainte du chaos, comme ce fut le cas en Tunisie ou en Égypte, ou de dérive autoritaire

à la turque : « La différence, c'est l'influence du roi Mohammed VI », pose notre observateur. Un roi très proche de la population, « que tout le monde peut apercevoir à un feu rouge, au volant de sa voiture, qui se laisse photographier par

chacun ». Mais qui, après dix-sept ans de règne, dispose d'un grand pouvoir d'influence dans le pays.

Islamistes Le soutien aux thèses islamistes est d'ailleurs modéré, poursuit notre

interlocuteur : « Avec 40 % de taux de participation, sur 25 millions de Marocains en âge de voter, seuls 2 millions ont voté PJD. Or ce sont les électeurs qui se mobilisent le plus. Et par ailleurs, aucun des candidats salafistes n'a été élu. »

Le Sahara occidental, objet de tensions

Un dossier que le Maroc espère régler de manière favorable à ses thèses, avec son retour, c'est celui du Sahara occidental, évacué par le colonisateur espagnol en 1975-1976.

Fort d'un avis consultatif de la Cour internationale de Justice, constatant des « liens historiques » entre les populations qui y vivaient et le Maroc, feu le roi Hassan II y organise une « Marche verte » le 6 novembre 1975 : 350 000 personnes forcent l'attribution au Maroc des deux tiers nord du Sahara occidental. « On la rappelle souvent, souligne notre interlocuteur. Mais jamais on ne reparle de la " Marche noire " qui a suivi : celle des centaines de milliers de Marocains expulsés d'Algérie »...

Le 27 février 1976, la République Arabe Sahraouie Démocratique (RASD) est proclamée par le Front Polisario, qui lutte pour l'indépendance du Sahara occidental. Après l'annexion par le Maroc du tiers sud du territoire, abandonné par la Mauritanie, ce mouvement poursuivra son combat contre le Maroc, dont il est séparé par un mur de défense, depuis les années 1980. Il contrôle les 20 % du Sahara occidental à l'est de ce mur.

Passé d'armes à l'ONU

Un cessez-le-feu, en 1991, entre les adversaires n'a pas été suivi du référendum programmé alors : la région reste un point de tension entre Marocains, Sahraouis et Algériens qui soutiennent ces derniers.

Car, du côté marocain, le soupçon règne : derrière le Polisario se cache la volonté algérienne de s'assurer un accès à l'Atlantique.

La thèse a été répétée cette semaine aux Nations-Unies par l'ambassadeur du Maroc, Omar Hilale : « Qui dépense des milliards de dollars du contribuable algérien pour financer un groupe séparatiste qui a des liens avérés avec le terrorisme international et régional ? »

L'Algérie a répliqué en appelant à la reprise des négociations, qui doivent mener à la satisfaction du « droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination ».

Le dossier sera transmis par le secrétaire général de l'ONU, Ban-Ki Moon, à son successeur. Au Maroc, on spéculé sur la proximité géographique du Portugais Antonio Guterres, qui occupera la fonction en janvier. Pour infléchir la position des Nations-Unies sur le sujet ? ■

Phi. Le.